

TRIBUNE

La joie de la victoire

par Marc Gicquel
secrétaire fédéral du PSU Maine-et-Loire

Oui, nous avons réussi, Anjou-Ecologie-Autogestion a réussi. Nous, PSU, écologistes de l'Anjou, « gauche socialiste » avons gagné alors que personne ne croyait en nos chances.

Nous devançons même le Parti communiste et devenons la deuxième force de gauche du département.



Nous avons montré qu'une campagne concrète, sans grands discours et sans reniement de nos idées, était comprise de la population.

Nous avons gagné parce que nous avons dépassé les sectarismes... ce qui n'a pas toujours été le cas dans d'autres départements.

C'est sans doute pourquoi seuls trois Verts et deux PSU sont conseillers régionaux dans l'hexagone... et aucun n'est député.

Notre joie ne doit pas masquer deux réalités bien vivantes :

— la droite est au gouvernement... et les apprenti-racistes du Front national pèsent 10% des voix ;

— la droite est majoritaire dans les Pays de la Loire.

Ceux qui trop facilement assimilaient la politique — molle — du PS à une politique de droite vont se rendre à l'évidence : la droite dure est revenue. Pasqua à l'Intérieur, bonjour l'insécurité pour les immigrés, les syndicalistes...

Balladur aux Affaires Economiques, et les affairistes fraudeurs du fisc vont être amnis-tiés : ce sont pourtant eux les vrais délin-quants.

Que faire ?

Le début de remise en cause par les Verts de leur slogan « ni droite,

ni gauche », la crise qui s'amplifie à l'extrême gauche, le vent de liberté de parole qui souffle au PCF, la volonté de dépassement du PSU peuvent déboucher, doivent déboucher sur l'apparition à gauche du PS d'une force politique alternative, capable de peser électoralement 10% des voix.

Face à un PS tenté par la dérive centriste, cette force pourrait regrouper des autogestionnaires, des écologistes, des socialistes critiques, mais aussi des militants de culture communiste.

En Maine-et-Loire, Anjou-Ecologie-Autogestion a été, le temps d'une élection, l'exquisse de ce regroupement.

Pourquoi ne pas approfondir cette démarche ? C'est le débat que nous devons mener, très ouvertement, sans préjugé, dans les mois à venir.

Angers et la libre expression

Marc Gicquel, conseiller régional PSU et conseiller municipal délégué d'Angers, vient de se voir retirer sa délégation par Jean Monnier, maire d'Angers. Les propos tenus par la liste Anjou-Ecologie-Autogestion (tête de liste Marc Gicquel) lors des élections régionales sont à l'origine de cette suspension...

Il y a sept ans, Jean Monnier retirait leur délégation aux communistes, aujourd'hui le PSU est concerné. A qui le tour ? Le roi Jean n'aimerait-il que les courtisans ?

Voici ce que déclaraient les élus municipaux PSU le 24 mars 1986 :

« Les conseillers municipaux PSU d'Angers ont été élus en mars 1983 sur la base d'un contrat municipal passé entre les élus de la majorité municipale et leurs concitoyens.

Là est notre légitimité, là est notre détermination à persévérer dans notre action et nos responsabilités.

Le respect de ce contrat, au sein du conseil municipal, ne consiste pas à déléguer tout pouvoir au bureau municipal ou à M. le Maire, dans la mise en œuvre mécanique d'un cahier de propositions. Le respect de la démocratie, l'utilisation rationnelle de la créativité, de l'imagination et de la force de travail de chaque conseiller municipal et des citoyens qui les ont élus supposent débats, confrontations et choix.

La solidarité de gestion est à ce prix, celui du respect de la diversité dans le cadre d'une orientation générale acceptée en commun en 1983 que les élus PSU n'ont jamais remise en cause. »